

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 10/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Saint Gobain Construction Chemicals France (ex CHRYSO FRANCE)**

7 rue de l'Europe  
ZI  
45300 Sermaises

Références : AA n° 482/2025 - VAT20250440  
Code AIOT : 0010000973

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement Saint Gobain Construction Chemicals France (ex CHRYSO FRANCE) implanté 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réactive faisant suite au déclenchement du POI après détection de fumée au niveau d'une cuve de stockage de matière première.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Saint Gobain Construction Chemicals France (ex CHRYSO FRANCE)
- 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises

- Code AIOT : 0010000973
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Fabrication d'adjuvants pour des matériaux de construction (bétons, ciments et plâtres)

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident à l'inspection des installations classées	AP Complémentaire du 25/11/2022, article 2.5.1	Sans objet
2	Transmission du rapport d'accident	AP Complémentaire du 25/11/2022, article 2.5.1	Sans objet
3	Fiches de données de sécurité	AP Complémentaire du 25/11/2022, article 6.1.1	Sans objet
4	Rétention formée par la cuvette	AP Complémentaire du 25/11/2022, article 8.5.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclaration d'accident à l'inspection des installations classées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/11/2022, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le 3 octobre 2025, l'exploitant appelle l'inspection des installations classées à 11h36 afin de lui indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>- le constat, vers 11 h, d'un dégagement de fumée au niveau d'une cuve de stockage de matière première contenant un polyglycol sans mention de danger ;</li><li>- le déclenchement du POI et le balisage du secteur sans évacuation du site ;</li><li>- le suivi de la température de la cuve par caméra thermique et son refroidissement par arrosage</li></ul>

par les ESI du site ;

- l'alerte des pompiers à 11h12, non présents sur le site lors de l'appel.

Lors d'un second appel, à 11h56, l'exploitant indique de manière complémentaire :

- la présence des pompiers et l'évacuation du personnel afin de ne pas perturber l'intervention ;
- l'arrêt du traçage de la cuve, normalement maintenue à 80 °C pour éviter la solidification du produit stocké ;
- l'absence de risque particulier identifié au regard de la nature du produit contenu dans la cuve et des produits stockés dans les cuves à proximité.

Lors de son arrivée sur le site, en début d'après-midi, l'inspection des installations classées constate que le décalorifugeage de la cuve a été effectué au droit du trou d'homme latéral de la cuve cylindrique verticale, où la naissance des fumées était observée. Cette opération a permis :

- de constater une légère fuite du produit contenu dans la cuve au niveau du trou d'homme ;
- l'extinction de la combustion du calorifuge imprégné par le produit, source des fumées et probablement initiée par le traçage de la cuve.

Les pompiers ne sont plus sur place. Il n'y a plus de dégagement de fumées.

L'exploitant indique qu'il a procédé à un resserrage au niveau du trou d'homme pour réduire au maximum la fuite, ce qui est bien le cas.

**Absence d'écart. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'événement en cours sur ses installations dans un délai jugé convenable.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Transmission du rapport d'accident

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/11/2022, article 2.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport d'accident

### **Prescription contrôlée :**

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident où un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

Par courriel du 6 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la fiche de notification d'accident indiquant les éléments de contexte quant à l'événement survenu et des investigations en cours quant à ses causes et aux enseignements pouvant en être tirés.

**Absence d'écart.**

<p>Lors de la visite, l'exploitant avait indiqué que les premières investigations n'avaient pas identifié de dérive récente de la température de la cuve ou tout autre événement notable susceptible d'avoir généré une dégradation du joint.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022, l'inspection appelle l'exploitant à compléter cette première information et les éléments indiqués lors de la visite par un rapport d'accident incluant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'opération de vidange de la cuve, précisant l'ensemble des vérifications et mesures qui ont été mises en œuvre afin d'éviter un nouvel événement incidentel ou accidentel ;</li> <li>- la description des mesures de vérification prévues et/ou réalisées afin d'évaluer l'impact de l'événement sur la cuve avant sa remise en service ;</li> <li>- une analyse des causes et des circonstances ayant conduit à la fuite de la cuve, incluant notamment une analyse de vie du joint du trou d'homme fuyard au regard de ses caractéristiques techniques afin d'identifier le ou les facteurs ayant conduit à sa défaillance ;</li> <li>- les mesures mises en œuvre pour éviter le renouvellement d'un accident similaire, incluant, à court terme et sur la base de l'analyse susvisée, l'identification et la vérification des autres cuves susceptibles d'être concernées par une problématique similaire (car équipées de joints du même lot, d'une même ancienneté ou soumis aux mêmes contraintes) et, à moyen terme, un plan de vérification des joints des trous d'homme des différentes cuves de l'établissement, justifié techniquement sur la base des spécifications des joints et des contraintes auxquelles ils sont soumis, afin d'éviter qu'une situation similaire se reproduise à l'avenir.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet le rapport d'accident avant le 18 octobre 2025, puis au fur et à mesure des résultats des investigations sur le sinistre et des mesures correctives prévues ou mises en œuvres. Le rapport actualisé est également transmis à l'inspection des installations classées à la suite de chaque évolution notable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Fiches de données de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/11/2022, article 6.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, FDS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant fournit successivement :</p>

- la fiche de données de sécurité du produit contenu dans la cuve faisant l'objet du dégagement de fumée indiquant que la substance n'est pas classée comme dangereuse selon le règlement (CE) n° 1272/2008 ;
- la liste des 6 autres produits contenus dans les cuves situées dans la même cuvette de rétention et les fiches de données de sécurité correspondantes.

**Absence d'écart.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Rétention formée par la cuvette

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/11/2022, article 8.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

##### **Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

[...]

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

[...]

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

##### **Constats :**

La cuve faisant l'objet du dégagement de fumée est située dans une cuvette d'une capacité de 215 m<sup>3</sup>, d'après l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022, soit correctement dimensionnée au vu des volumes des 7 cuves qui y sont situées, inférieures ou égales à 100 m<sup>3</sup>.

L'analyse des fiches de données de sécurité des 7 produits stockés dans cette cuvette ne révèle pas de situation d'incompatibilité.

Lors de la visite, l'inspection constate que les eaux utilisées pour le refroidissement de la cuve ont été retenues dans la cuvette. Dans le cadre de la fiche de notification d'accident, l'exploitant indique un volume d'eaux de refroidissement d'environ 4000 litres, pompées et stockées en GRV

pour traitement en filière appropriée.

**Absence d'écart. La rétention et la gestion des eaux de refroidissement est conforme aux prescriptions applicables.**

L'inspection appelle toutefois l'exploitant à la tenir informée :

- de la filière d'évacuation retenue pour les eaux de refroidissement ;
- si applicable, du volume et de la destination de la matière première récupérée et non utilisée en production dans le cadre de la vidange de la cuve.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée :

- de la filière d'évacuation retenue pour les eaux de refroidissement ;
- si applicable, du volume et de la destination de la matière première récupérée et non utilisée en production dans le cadre de la vidange de la cuve.

**Type de suites proposées : Sans suite**